

La Fête!
rebelle et fraternelle

Fête des Nouvelles

Retrouvez le compte-rendu de la fête
dans le prochain numéro des Nouvelles

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 957

23 mai 2013

prix : 0,70 €



Déficit public

Les 3% pour 2015 ? Deux ans plus d'austérité !

Page 2

Pour une politique nationale industrielle : des nationalisations nécessaires



Par Aymeric Seassau,
conseiller régional et
secrétaire Fédéral du
PCF44

Page 3

Dossier : La Santé



Notre bien commun

Page 4

Retraites

Un accord de forces à
construire

Page 5

Décentralisation

Vive la commune ! Par
Véronique Mahé, conseil-
lère Régionale et conseil-
lère municipale de Saint-
Joachim

Page 7

En avril, les ministres des Finances du G20, avaient tiré les leçons de la situation mondiale : Non seulement la croissance n'était pas assez dynamique, mais elle pourrait encore se ralentir notamment en Chine, en raison de la faiblesse de la demande européenne en crise. Il était donc urgent d'agir. Le G7 Finance (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) réuni dans la campagne anglaise les 10 et 11 mai, n'a pu faire que le même constat : l'austérité budgétaire et le désendettement public, prônée par la troïka (commission/BCE/FMI) ne font qu'enfoncer l'Europe dans une dépression économique qui s'aggrave. Devant leurs échecs répétés la gouvernance libérale à l'échelle internationale croit sortir de la crise au travers de réformes structurelles (voir ci-dessous). « La liste des réformes à mettre en œuvre est longue... Mais elle se heurte à l'indépendance des nations ». Tout est dit avant le G8 de la mi-juin en Irlande avec la Russie.



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Jérôme TURMEAU



Il est des mots, des prises de parole quasiment magiques. Il aura fallu que le Président de la République prenne la parole pendant deux heures pour que l'on passe du jour au lendemain de "la France en récession" au "Président à l'offensive".

Or, la magie ne prend pas chez tous, au-delà des éditorialistes et autoproclamés spécialistes médiatiques en tous genres, acquis à la posture sociale libérale, les français eux, savent à quelle crise ils sont confrontés. Ce sont eux qui vivent et craignent le chômage, eux qui vivent les licenciements boursiers et les patrons carnassiers, ce sont eux encore qui voient leur pouvoir d'achat baisser. Où est le changement promis par François Hollande, où sera-t-il demain, ce changement, après les annonces qui viennent d'être faites ?

Le changement, c'est le renoncement ! François Hollande troque deux ans de répit pour atteindre (un autre chiffre magique), les 3% de déficit public contre le recul de l'âge de la retraite, la flexisécurité et des accords de compétitivités taillés sur mesure pour le patronat. Accords de compétitivité dont font les frais en ce moment les salariés de STX. Le président persiste et signe sur la loi d'amnistie comme il balaie d'un revers

Le 16 juin prochain, 28 organisations vont s'associer aux assises citoyennes pour le changement

de main les 4 millions d'électeurs du Front de Gauche qui s'étaient reportés sur lui au second tour de la présidentielle.

La crise et le chômage minent le pays et François Hollande ferait bien d'écouter ce qui se propose sur sa gauche.

Le 16 juin prochain, 28 organisations (au moment où nous écrivons ces lignes) vont s'associer aux assises citoyennes pour le changement à l'initiative du PCF. De ces assises émaneront des réflexions autour de nouveaux projets sur le plan social, économique, européen, pour une nouvelle république ou encore pour lutter contre la finance ! **Débattons à gauche, de solutions ambitieuses pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le pays.** En Loire-Atlantique, la Fête des Nouvelles a constitué un premier temps d'échange (vous pourrez, par ailleurs, retrouver un compte rendu de la Fête dans le prochain numéro des Nouvelles) pour amorcer ce changement que la gauche et la population sont en droit de voir mettre en œuvre.

Le cadeau empoisonné et l'écran de fumée



Enfin une bonne nouvelle nous disait-on, nous avons été écoutés ! Les Echos titraient : « Bruxelles arrête de donner la priorité à l'austérité ». **Le Monde** préférait : « Bruxelles donne à Paris deux ans de plus pour réduire son déficit public ».

Sauf que... à lire d'un peu plus près, la nouvelle est apparue moins rose.

Schäube le ministre allemand des finances donnait la totalité de la proposition « **Tout report des objectifs doit s'accompagner d'engagements clairs sur les réformes** ». **Le Figaro** était plus direct : « L'Europe et l'Allemagne pressent la France de se réformer ». Ulrike Guérot politologue berlinoise déclarait : « La France doit utiliser ce répit pour faire les réformes nécessaires et prouver que c'est un pays sérieux(!). **L'Allemagne attend que la France se réveille, embrasse l'élargissement de l'U.E, la mondialisation et lance le débat sur l'avenir de l'Europe, qu'elle a stoppé en 2005, après le « NON » à la Constitution européenne** » (!)

Là, le cadeau devient franchement empoisonné... avec un goût de revanche !

De fait, la commission bruxelloise attend « **une réforme des retraites** repoussant celle-ci au minimum à 65 ans. **Un aménagement du marché du travail**, en allégeant le coût du travail sans toucher aux salaires, en réduisant le niveau de protection des contrats, ainsi que la législation sur les licenciements jugée « dissuasive » pour les employeurs ! **Enfin, une plus grande ouverture à la concurrence des marchés, de l'électricité (EDF), du transport ferroviaire (SNCF) et de certaines professions comme celles d'avo-**

cat ou de vétérinaire. Vu sous cet angle le cadeau n'est plus du tout généreux. De son côté **Jean Boissonnat**, éditorialiste de **Ouest-France** n'a pas eu besoin d'attendre la conférence de presse du Président Hollande, dès le 13 mai il donnait son cap : « **notre avenir s'appelle les Etats-Unis d'Europe** ».

Ce qu'attendent les fédéralistes de droite, comme les sociaux-libéraux qui ne sont plus de gauche, c'est que nous mettions à profit ce délai supplémentaire **pour caser l'identité historique de la France héritée du programme du CNR** : « il faut que la France fasse tout ce que les pays du Sud de l'Europe ont fait ».

Mais comment annoncer au pays la feuille de route négociée à Bruxelles devant Barroso et les 27 commissaires européens ?

Les Echos ont trouvé la formule écran de fumée : « la récession contraint la France à se réformer ». Mais ils ne disent rien des racines de la crise. **L'Humanité** est le seul quotidien à rappeler la responsabilité des politiques libérales dans ce désastre où la quasi-totalité des pays européens et notamment ceux de la zone euro y compris l'Allemagne, ont leur croissance arrêtée ou négative. **L'équation de base qu'il faut remplacer, c'est « Austérité = récession ».** C'est d'une rupture nette avec cette politique dont nous avons besoin, en France et chez nos voisins européens et méditerranéens. **Mettre en échec le train des réformes structurelles voulu par le patronat, la droite, avec la complaisance des sociaux-libéraux est la condition première du changement de cap « à gauche toute ! ».**

De vous à moi

Copé prépare « le printemps des cons » ... en rêvant d'un mai-68 à l'envers ? Et toutes les occasions de provocations sont bonnes avec la complicité des ultras dans les manifs. **Guaino se prend pour le nouveau Dreyfus**, et fait de la résistance en refusant de répondre aux convocations de la police, après avoir vertement critiqué la mise en examen dans le cadre de l'affaire Bettencourt de Nicolas Sarkozy : « le juge Gentil a déshonoré la justice ! ». Dans son élan transgressif il mobilise **une centaine de députés UMP contre les juges.** La séparation des pouvoirs : connaît plus. Ce qui n'empêche pas tous ces messieurs de condamner les violences syndicales qui ne respectent pas l'ordre républicain et de refuser l'amnistie sociale. « **Faites ce que je dis ! Pas ce que je fais !** »...y a comme un arrière goût de mai...58.

En bref

Bulle spéculative à l'horizon...

Du jamais vu, même pas à l'automne 2007 à la suite de la crise des subprimes : l'indice boursier américain de Wall Street a franchi la barre symbolique des 15000 points. **Il a plus que doublé depuis mars 2009, entraînant Berlin, Londres et Tokyo au plus haut depuis plus de 5 ans.** Les banques centrales américaines et japonaises inondent le marché d'argent frais pour relancer leur économie. Mais « les investisseurs » se détournent de l'économie réelle préférant l'économie spéculative ! **Plus dure sera la chute...**

Le candidat des BRICS nouveau président de l'OMC

L'organisation mondiale du commerce, institution internationale de promotion du libre échange, a pour la première fois élu un latino-américain (**Roberto Azevedo ministre brésilien**) à sa tête. Candidat des pays émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) dont le poids et la place ne cessent de croître dans l'économie mondiale. En poste le 1 septembre en remplacement de **Pascal Lamy élu en 2005** (Ce libéral convaincu, membre du PS depuis 1969, revient en France... disponible pour un remaniement ministériel).

Je t'aime... moi non plus !

Deux documentaires diffusés sur Arte sont revenus sur les relations de l'ex président Sarkozy avec l'UMP. Le plus savoureux ?... La phrase qui tue, tout en ayant l'air de passer la brosse à reluire, dans la déclaration de François Fillon : « **J'étais impressionné... par son côté lapin Duracell** ».

Le « cardinal » Guéant lâché par les siens ?

Et si le terrible cardinal était simplement nul ? Ses explications pour justifier la découverte de sommes en liquide à son domicile sont consternantes (500 000 euros !), que ce soit par la vente de marines hollandaises du XVII siècle ou de primes supprimées depuis des mois !

C'est cet homme là qui avait son bureau au plus près du président et dirigeait les polices de France. A l'UMP il s'est trouvé que le trio Guaino, Mariani et Morano pour le défendre...

Un pas de géant...

...dans la lutte contre l'évasion fiscale. C'est ce qu'a affirmé le ministre des finances Pierre Moscovici à l'issue d'une réunion du G7 en Grande-Bretagne : « un véritable consensus émerge **pour prendre des mesures efficaces pour que chacun paie sa juste part de l'impôt, c'est un impératif moral** ». Pierre sait de quoi il parle, c'était le ministre de tutelle de Jérôme... Cahuzac !



Comment mettre en œuvre une politique de transformation sociale et de relance industrielle sans s'attaquer au fondement de la domination capitaliste, sans réaliser une véritable appropriation sociale ?

Telle est la question posée dans ce dossier qu'éclaircit des analyses historiques, des expériences contemporaines et des visions de l'évolution des services publics et de la propriété sociale.

Notre histoire nous a appris que les plus grandes réalisations industrielles, les plus belles avancées sociales ont été le fait des entreprises publiques sous la pression des luttes. Les nationalisations apparaissent à nouveau comme un levier pour reprendre en main notre destin collectif.

Aymeric SEASSAU secrétaire de notre fédération de Loire Atlantique donne dans ce dossier son analyse au travers des exemples d'Arcelor-Mittal à Basse-Indre, et du chantier naval STX de Saint-Nazaire. Nous donnons ci-dessous l'intégralité de son intervention.



En Loire-Atlantique

3

Une politique nationale industrielle avant tout, des nationalisations nécessaires

Avec la violence de la crise, la faiblesse voire l'absence des solutions proposées ont fait revenir le mot « nationalisation » dans le vocabulaire des luttes, des articles de presse, et même parfois dans les rapports ministériels.

Le mot revient sous forme de question, au passé ou au présent, et le plus souvent à l'échelle d'une entreprise ou d'un site : Faut-il... Fallait-il nationaliser ?

En Loire-Atlantique, au cœur de la 3ème région industrielle de France, nos fleurons industriels sont menacés.

A Arcelor Basse-Indre, c'est l'affaiblissement du site par le transfert de ses activités principales qui a été préféré à la « solution nationale » pour Florange pourtant préconisée par le rapport Faure remis à Arnaud Montebourg.

La navale, elle, vit au chantier STX de Saint-Nazaire au rythme des errements du marché des paquebots de luxe et des choix financiers de l'actionnaire coréen, au rythme donc, du chômage partiel et de l'affaiblissement du nombre d'emploi et des savoirs faire.

La solution résiderait-elle dans la nationalisation des sites ?

Répondre ne peut s'extraire de deux problématiques majeures : L'ampleur de la crise financière et l'absence de politique nationale industrielle cohérente et efficiente.

La crise de l'industrie est aussi une crise du financement.



L'exemple de l'entreprise STX est criant : il concerne les 2 200 salariés du chantier et plus du double de salariés chez les sous-traitants.

En janvier 2010, Sarkozy annonçait triomphalement une « bonne nouvelle imminente »... Il aura fallu attendre juillet 2010 pour le voir arriver à Saint-Nazaire signer en grande pompe une commande avec l'amateur MSC, partenaire historique du chantier nazairien. 6 mois, dans les cycles longs de la navale, ce sont des dizaines de milliers d'heures de chômage partiel... Et la direction de STX s'est attachée dans la période à supprimer près de 300 emplois. En réalité, la compagnie Italo-Suisse MSC, aux reins pourtant solides, ne parvenait pas à boucler son tour de table financier sur quelque 5% d'une commande s'élevant à pas moins de 500 millions d'euros.

En 2011, avec le Conseil régional des Pays de la Loire, nous sommes venus en aide au Chantier Baudet, un agencier historique de la navale bénéficiant d'un savoir faire reconnu. Il aura fallu une opération immobilière de rachat des murs de l'entreprise par la collectivité locale et lorsque nous avons voulu mobiliser un « prêt régional de redéveloppement industriel » (P2RI, mesure défensive destinée aux entreprises en difficulté), nous n'avons trouvé aucun partenaire bancaire alors que le crédit était garanti à 70%.

En 2012, 2 contrats signés aux chantiers de Saint-Nazaire par l'amateur Viking Cruise ont été « cassés » par défaut de financement en France, ils seront construits en Italie, dans les chantiers Ficantieri... nationalisés à 100%.

Autant d'exemple pour un seul constat : la défaillance de la place bancaire aux besoins de financements précipite la crise industrielle. L'urgence première est donc à nationaliser des banques regroupées dans un Pôle public, avec des crédits sélectifs pour l'industrie, seul capable d'engager l'effet de levier nécessaire pour entraîner l'ensemble des banques à financer l'industrie. Une BPI sous dotée (et du reste limitée à un regroupement et à une amélioration de dispositifs existants) ne pourra qu'agir à la marge.

La crise de l'industrie est aussi une crise politique.

Navale toujours et un autre cas d'école : fruit de la bataille des salariés et de nombreux élus locaux, communistes en tête, Sarkozy était revenu au capital de STX France à hauteur de 33,3% via le fond stratégie d'investissement (FSI) pour disposer d'une minorité de blocage. Si l'actionnaire coréen devient défaillant, comme une série de mauvais indicateurs peuvent l'annoncer, l'Etat devra s'engager à nouveau pour défendre et développer le dernier chantier naval de France. Pas uniquement parce que des milliers d'emplois sont en jeu, mais parce qu'une politique industrielle nationale doit pouvoir s'appuyer sur des filières stratégiques parmi lesquelles une filière maritime cohérente, de la construction à la déconstruction.

D'une part, l'Etat possède déjà un capital lui permettant d'agir, d'autre part, s'il s'agit de conduire la même politique industrielle refusant la diversification et prolongeant la dépendance de la mono-production de paquebot qui mène le chantier de crise en crise, la nationalisation serait sans effet.

Voilà pourquoi nous ne sommes pas favorables aux « nationalisations provisoires » qui entendent socialiser les difficultés avant de privatiser à nouveau lorsque l'entreprise redevient viable.

Voilà aussi pourquoi la nationalisation à elle seule, ne répond pas à la problématique dans son ensemble.

Il faut donc lever l'hypothèque de la « concurrence libre et non faussée » qui entrave toute construction nationale en engageant les rapports de force nécessaires, sur tout le territoire pour gagner les coopérations industrielles nationales, à commencer par les entreprises à capitaux publics.

C'est ce que nous faisons, de Bastia à Saint-Nazaire en passant par Marseille en menant de front la bataille pour la SNCM, pour la défense et la qualité du service public de continuité territoriale entre la Corse et le continent... Et jusqu'aux commandes de renouvellement de la flotte qui doivent aller à Saint-Nazaire.

La SNCM doit commander des Cars Ferries, GDF des gaziers, France Telecom des cabliers, une quinzaine de bateaux de tourisme affrétés pour beaucoup par des collectivités locales ont plus de 30 ans... Et nous ne pourrions pas les construire à Saint-Nazaire ? Ce serait une insulte de plus faite aux travailleurs du pays au nom du libre échange.

Les organisations syndicales sont porteuses de propositions alternatives concrètes et responsables. C'est le cas à Arcelor avec les salariés de Basse-Indre qui ont gagné dans la lutte un audit indépendant démontrant les dangers de l'accord Mittal/gouvernement. Avec la sidérurgie c'est toute l'industrie française qui est concernée et la solution doit aller bien au-delà d'une « nationalisation provisoire » du site de Florange

La « nationalisation » n'est ni un gros mot, ni un slogan, ni la solution miracle s'appliquant à tous les sites et toutes les situations.

Pourquoi ne pas pousser les débats, jusqu'à parler de circuits courts de la production, jusqu'à dresser des pistes concrètes à ce que nous appelons « planification écologique » ?

Pour desserrer l'étau financier qui étouffe nos industries et gagner dans la lutte et dans l'action, la politique industrielle nationale nécessaire au pays, il y aura besoin de nouveaux pouvoirs pour les salariés et leurs organisations, de pôles publics sous contrôle citoyen, il y aura besoin, donc, de prises de capital public et de nationalisations.

Aymeric SEASSAU
Conseiller Régional Pays de la Loire
Secrétaire Fédéral de la Loire Atlantique

Non à la criminalisation de l'action syndicale



Le 16 mai dernier à l'appel des organisations membres du Front de Gauche (PCF, GU, GA, Les Alternatifs) et de trois organisations syndicales, CGT, FSU et Solidaires, près d'une centaine de personnes se sont rassemblées devant la préfecture de Loire-Atlantique pour exiger du gouvernement qu'il n'enterre pas la loi d'amnistie des syndicalistes proposée par le groupe des députés communistes et du Front de Gauche (groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine). Un appel auquel s'associait d'ailleurs la ligue des droits de l'Homme. Les organisations signataires de l'appel à la mobilisation du 16 mai rappelaient que la défense des droits des travailleurs par l'action syndicale, par la grève, participent des droits essentiels à la démocratie. Actions syndicales rendues particulièrement légitimes à la mesure des régressions sociales, des différents plans de licenciement qui se sont déroulés durant le précédent mandat, avec un gouvernement qui n'avait rien fait pour apaiser les relations sociales.

Aymeric SEASSAU, secrétaire de la fédération de Loire-Atlantique du PCF, comme Marie-Claude ROBIN, Secrétaire générale de l'UD CGT 44, qui se sont exprimés lors de la mobilisation sont bien décidés à continuer de se battre pour que les militants syndicaux, victimes de la violence du capitalisme, d'une répression accrue sous l'ère SARKOZY puissent être amnistiés.

Le texte sur l'amnistie sociale devait être débattu le 16 mai, or, les députés socialistes ont décidé de le renvoyer en commission, c'est-à-dire aux oubliettes. Une telle attitude si peu démocratique ne peut faire oublier que 80 députés socialistes étaient prêts à voter la loi. C'est sans doute ce qui gênait le gouvernement, que les divisions au sein de la majorité ne se retrouvent trop exposées.

« Cette loi défendue par les parlementaires du Front de gauche vise à rendre justice à ceux et celles qui ont décidé d'agir pour sauver leurs emplois et leurs entreprises. Elle vise à faire un geste en direction des salariés en lutte. Elle vise à donner raison aux militants et militantes qui ont agi pour le droit au logement et pour la dignité de tous les salariés » dira en séance André CHASSAIGNE, « La gauche ne peut pas et ne doit pas abandonner ceux et celles qui se sont battus face au MEDEF et à la droite, et qui agissent aujourd'hui pour le bien commun et la relance économique de la France », il est bien dommage que le président du groupe GDR n'ait pu être entendu de tous les députés de gauche.

La santé n'est pas une marchandise



Le principe de la sécurité sociale « à chacun selon ses besoins et y contribue selon ses moyens » demeure fondamental face au capital qui n'a qu'un objectif démanteler la Sécu, et transformer notre régime solidaire et universelle en un régime assurantiel.

Le 15 juin, manifestons pour exiger un grand service public de santé et d'action sociale, pour une sécurité sociale.

L'accès aux soins toujours plus compliqué

Une personne sur trois se fait soigner avec un retard de soins, essentiellement des migrants. Les consultations de Médecins du Monde ont augmenté de 40% entre 2009 et 2011. Plus de 1100 personnes s'y sont rendues en 2011.

Un sondage CSA de 2011 révèle que 29% des français ont dû renoncer à des soins faute de moyens, contre 11% en 2009. Autre exemple : 25% de la population départementale ne peut accéder dans de bonnes conditions à un pédiatre.

L'humain d'abord : la santé d'abord !

LA SANTÉ : notre bien commun

4

Imposons le débat

Lors de la conférence sociale de juillet 2012, le Président de la République a appelé à réfléchir à de nouveaux modes de financements de la protection sociale, en précisant : « Nous avons la volonté de pérenniser nos régimes sociaux, mais reconnaissons aussi qu'ils ont été imaginés dans un autre contexte que celui d'aujourd'hui, sur la base de besoins bien déferents, en matière de santé, de retraite ou même de politique familiale. Les liens entre les principes d'assurance collective, fondés sur les cotisations, devront être réaménagés, notamment du point de vue de l'équité mais également du coût du travail et de la justice fiscale. »

Ces déclarations inquiétantes, relayées par le MEDEF qui en demande toujours plus pour baisser les charges des entreprises, doivent être combattues.

Les moyens existent !

L'argent existe pour orienter les moyens nécessaires à la refondation d'un système de protection sociale universelle et solidaire :

- 1 milliard d'euros de non déclaration des maladies et accident de travail,
- 83 milliard de coûts liés au maladie professionnelle,
- 172 milliards d'euros de niches fiscales et sociales,
- La fraude fiscale coûte à la France 60 milliards d'euros par an.
- 1 point de plus sur la masse salariale, c'est 2 milliards d'euros de recettes en plus pour la sécu,
- 100 000 chômeurs en moins c'est 2.5 milliards d'euros en plus pour la sécu.



ANI : la mauvaise affaire des complémentaires santé.

La généralisation des complémentaires santé est présentée comme un progrès. C'est faux !

Les remboursements seront limités à un panier restreint. L'employeur choisira la complémentaire et l'adhésion sera obligatoire. Les jeunes n'en bénéficient pas. Les retraités, les chômeurs en sont privés un an après le départ de l'entreprise...

Cette disposition amplifie le transfert des remboursements de la Sécu vers les complémentaires, notamment les assurances privées, c'est une arme pour démanteler davantage la Sécu.

Pour une sécurité sociale, universelle et égalitaire : il y a urgence !

Débat samedi premier juin de 18h30 à 20h30 à la manu à Nantes : L'accès aux soins à la ville et à la campagne pour toutes et tous

Les dépassements d'honoraires, les franchises sur les médicaments, consultations, séjours hospitaliers et transports sanitaires, les compressions de personnel, les fermetures d'hôpitaux, les regroupements organisant l'engorgement des structures restantes sous dotées en personnel, les déserts médicaux et hospitaliers: voilà le quotidien des malades et de leur familles, ça ne change pas !

A l'occasion de ses 20èmes Rencontres Nationales, la **Coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité** vous invite à venir témoigner, débattre, échanger, avec **Michel Antony**, Président, **Françoise Nay**, Vice-présidente, et **Pierre Volovitch**, économiste de la santé et rencontrer la centaine de délégué-e-s venu-e-s de toute la France.

Le **"Collectif Nantais pour le Droit à la Santé et à la Protection sociale pour toutes et tous"** réunit une vingtaine d'organisations syndicales, associatives et politiques, dont le PCF44. Il défend depuis sa création en janvier 2003, les principes fondamentaux de l'Assurance Maladie, à savoir : l'égalité d'accès aux soins, la qualité des soins et la solidarité dans le mode de financement de l'Assurance Maladie. Ce collectif a organisé de nombreuses actions (pétitions, débats, manifestations) à son initiative ou lors de mouvements nationaux lancés par « **Notre Santé en Danger** », collectif national auquel participe la **Coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité**. Convaincu que l'accès aux soins et à la prévention est aussi à défendre sur tout le territoire (inégalités sociales, restructurations et regroupements organisant l'engorgement des structures restantes sous dotées en moyens matériels - lits d'hospitalisation, compression de personnel), le collectif nantais a adhéré en 2011 à cette Coordination.



La santé a un coût mais n'a pas de prix !

Depuis 2008, les hôpitaux ont supprimé des milliers de postes, alors qu'ils ont réalisé près de 2.7 milliards d'économies depuis 2005. Autant de moyens en moins, de travail en plus, autant de stress et d'heures cumulés pour tous les soignants. Au CHU de Nantes, la CGT porte l'exigence d'une augmentation des effectifs à la hauteur de la hausse d'activité du CHU, soit +16%. Fin avril, en grève, de nombreux soignants, à bout de nerfs, ont porté cette exigence.



Bien sûr on ne licencie pas à l'hôpital, mais les départs en retraite non remplacés se multiplient.

On peut et on doit s'indigner que le gouvernement, sous prétexte de réduction des déficits publics, applique de nouvelles mesures d'austérité synonymes de casse de notre système de santé, pourtant si maltraité depuis des années.

Pendant ce temps là, via le pacte de compétitivité, 500 millions d'euros en crédit d'impôts seront versés aux cliniques privées et pas un centime aux hôpitaux publics.

On ne lâche rien !

Dans le domaine de la santé et de la protection sociale, plusieurs réformes sont annoncées par le gouvernement.

- 1) **Les retraites.** Alors, que la réforme de 2003 puis de celle de 2010 devraient être des réformes qui mettent les régimes hors des risques de faillite, le gouvernement a commandité un nouveau rapport au Conseil d'orientation des retraites et à « un groupe de sages » pour la fin juin. Une nouvelle réforme s'annonce pour la fin de l'année.
- 2) **Le financement de la protection sociale.** C'était déjà un des axes de la conférence sociale de juillet 2012. Le gouvernement veut revoir le principe du financement de la protection sociale par les cotisations du travail. Il veut accélérer le glissement sur le financement par l'impôt.
- 3) **La perte d'autonomie.** Le gouvernement parle de prise en charge par le régime obligatoire et le complémentaire de la perte d'autonomie. Or qui dit complémentaire dit aussi l'assuranciel.
- 4) **La politique familiale.** Les annonces sont claires, il faut remettre en cause l'universalité des prestations familiales. Ce qui peut paraître une bonne idée est en fait une remise en cause des fondements de la protection sociale inventée en 1946. La politique familiale sert à compenser le surcoût lié à la venue d'un enfant.



Nouvelle offre d'accueil de la CPAM 44

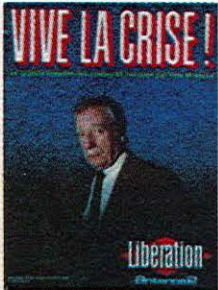
Le Conseil de la CPAM 44 a voté la fermeture de 22 agences d'accueil (1) avec effet au 1er septembre 2013. Sur le plan syndical, seule la CGT a voté contre cette mesure qui va pénaliser les plus défavorisés. **L'argument principal de la CPAM se base sur une faible fréquentation de ces agences et précise que les assurés sociaux peuvent garder le contact avec leur caisse d'assurance maladie à travers la plate-forme téléphonique, le réseau internet ou en utilisant un réseau de transport performant pour se rendre dans un autre centre d'accueil du territoire.** Ce raisonnement fait fi de la réalité qui voit une frange grandissante de la population en voie de paupérisation.

Eloigner l'assuré social de son centre de paiement, supprimer le contact physique, c'est distendre le lien social pour des assurés, souvent en précarité ou isolés, et qui n'ont pas toujours les moyens financiers pour utiliser les transports collectifs. Les communistes estiment que cette nouvelle étape dans la casse du service public de proximité, qui s'inscrit dans la politique d'austérité menée par les gouvernements successifs au nom de la réduction des déficits publics, est très préjudiciable aux assurés de Loire Atlantique.

Pour les communistes, les moyens matériels et humains doivent être renforcés pour alléger les 3 sites principaux qui sont aujourd'hui surchargés (317 000 visiteurs en 2012) et permettre à la CPAM de se positionner au plus près des assurés sociaux et de leurs besoins. Cela veut dire augmenter les jours d'ouverture dans toutes les agences décentralisées avec une CPAM mieux identifiée sur tout le territoire, des locaux réaménagés, plus fonctionnels et sécurisés dans les communes d'accueil, des effectifs renforcés, des moyens supplémentaires pour les agents d'accueil leur permettant de répondre à toutes les demandes des assurés sociaux. **Cette nouvelle offre, préconisée par les communistes, permettra de désengorger les accueils principaux, de réduire les temps d'attente au guichet et de donner un véritable sens au service public de proximité tel que nous le concevons.**

Jean-Yves LEHUEDE

(1) des communes de Nort sur Erdre, La Chapelle sur Erdre, Ligné, St Mars la Jaille, Nozay, Vieillevigne, Guérande, Pontchâteau, Legé, St Philibert, Savenay, Le Loroux Bottereau, Ste Luce, Pomic, St Sébastien, Vertou, Les Sorinières, Bouguenais, Orvault, Chantenay, St Brévin, Couëron.



Souvenez-vous, sur France 2 en février 1984, et relayée par Libération, cette émission ou Yves Montand (!) présente un scénario catastrophe, puis des solutions « d'avenir » : des syndicats acceptant la diminution du salaire, un entrepreneur-communicateur, Philippe de Villiers (!), qui mobilise toute une région pour des spectacles son et lumière... bref, l'avenir idéal pour certains. La crise permet de casser les acquis sociaux : début du discours sur la nécessaire réforme fondée sur le primat économiste, et la pédagogie du renoncement.

UBS, banque d'affaires suisse, mise en cause dans l'affaire Cahuzac, garde un nombre important de comptes similaires dans ses coffres. Une pétition circule sur Change.org pour appeler UBS à révéler les comptes détenus par des contribuables français, et permettre au fisc français d'imposer ces sommes. Un fonctionnaire de Bercy évaluait récemment à 80 Milliards d'euros annuel l'évasion fiscale...



Le social au cœur

5

Retraites : rapport de forces à construire !



Plus de 3/4 des Français ne font pas confiance au gouvernement pour garantir l'avenir des retraites et leur inquiétude monte sur leurs conditions de vie, après leur retrait de la vie active, selon un sondage Ipsos pour l'Union mutualiste retraite et Liaisons sociales, réalisé les 12 et 13 avril, par téléphone auprès d'un échantillon de 1.019 personnes de plus de 15 ans. Et, selon ce sondage, 63% se prononcent pour une réforme "en profondeur du système en mettant à plat tous les sujets". 66% jugent "nécessaire" une augmentation de la durée de cotisation, 63% une hausse des cotisations retraite des salariés et des entreprises et 61% un relèvement de l'âge légal de départ. **Concernant les conditions de vie à la retraite**, 80% des personnes interrogées sont inquiètes quant au montant de leur future pension et 71% le sont pour le niveau de vie. 58% le sont sur leur capacité à vivre de manière indépendante à la retraite et 57% sur la santé et l'accès aux soins. Ainsi, **l'inquiétude atteint des niveaux records** : 17% seulement se disent confiants sur le montant de leur retraite (22% en octobre 2012), soit le plus bas niveau depuis avril 2009.

Ce sondage montre que nos concitoyens sont lucides sur le niveau de vie et de santé que les décideurs leur préparent, mais qu'ils sont pour l'heure résignés et ne voient pas les autres solutions possibles, ni leur capacité à les imposer. Il faut croire que la façon dont Sarkozy a imposé la précédente réforme, malgré une mobilisation qui représentait une première pour beaucoup, a laissé des traces ! Derrière cela, beaucoup ont sans doute mis trop d'espoirs dans le seul fait de changer de gouvernement.

Cela montre l'étendue du travail d'information et d'argumentation à mener **pour mettre au centre la question du financement des retraites** ! Or, tout est fait actuellement pour étouffer l'idée d'autres possibles. Quand on entend Xavier Bertrand déclarer : « Si nous vivons plus longtemps, il va falloir accepter de travailler plus longtemps » et Henri Emmanuelli : « La biologie fait qu'il faut se poser la question de l'allongement de la durée de cotisation », il y a de quoi peiner à voir l'alternative possible. C'est qu'en effet, la réforme qui se profile applique la même logique que celles mises en place depuis 1993. Quand tous ces chantres des sacrifices évoquent la « biologie », ils oublient de parler de l'espérance de vie en bonne santé ! Or, celle-ci vient de reculer d'une année !

Il paraît que ce sont **30 Milliards** qui manqueraient aujourd'hui dans les caisses. La soumission à cotisation des revenus de la participation et des stocks options rapporteraient **10 Milliards**. La mise à contribution des revenus financiers des entreprises : **20 Milliards** ! Et ce, sans parler de l'augmentation des taux d'emploi et salaires qui résoudraient de fait la question pour longtemps.

Comme le dit Thierry Lepaon à la sortie de Matignon le 13/5 : « **La question du rapport de force est posée maintenant**, d'ailleurs pas seulement en France. La Confédération Européenne des Syndicats appelle à une semaine d'action européenne juste avant la conférence sociale française des 20&21 juin, avec ce mot d'ordre qui nous va bien : Non aux politiques d'austérité en Europe. »

Urgence Palestine

De retour de Palestine, une délégation de l'AFPS (l'Association France Palestine Solidarité) de Loire-Atlantique composée d'élus politiques et associatifs, adresse une lettre ouverte au Président François Hollande. Ils y décrivent les différents aspects de l'occupation et de la colonisation israéliennes : nombreuses et subtiles discriminations envers les Palestiniens masquant un processus rampant d'expulsion, confiscation de leurs terres sous prétexte d'aménager des parcs, comme à Jérusalem Est dont des centaines de Palestiniens sont chassés. En Cisjordanie, au sud d'Hébron, les paysans rencontrés vivent sous des tentes ou des abris de fortune depuis la destruction de leur maison. L'école qu'ils ont construite est menacée de démolition par l'armée israélienne. Dans la vallée du Jourdain, l'extension continue des plantations des colons prive les paysans palestiniens de leur terre et accapare la majorité de l'eau disponible, contraignant ces paysans à partir ou à travailler dans les pires conditions au service des colons. Les années sont ponctuées de confiscations illégales de terres, et de jeunes tués au cours de manifestations pacifiques. Pas une famille n'a pas eu au moins un membre emprisonné, le plus souvent sans jugement. L'emprisonnement massif constitue une politique délibérée d'intimidation et de répression de la résistance non-violente.

Monsieur le Président, il y a urgence ! La colonisation opprime les Palestiniens, et elle vise délibérément à compromettre toute solution. La solution de deux Etats, conforme au droit international et acceptée par les Palestiniens, est en train de devenir caduque si on n'arrête pas la politique israélienne de colonisation. L'existence d'un Etat palestinien indépendant et souverain ne peut relever d'une simple négociation entre un pays occupé et son occupant. Sans attendre l'hypothétique médiation des Etats unis, la France doit jouer un rôle politique d'entraînement envers d'autres Etats européens, comme elle l'a fait pour l'adhésion de la Palestine à l'ONU. **Le gouvernement français doit exercer de fortes pressions et prendre des sanctions envers l'Etat d'Israël pour qu'il se conforme au droit international, seule possibilité d'une paix juste et durable.**

Exception culturelle : NON négociable !

Le 13 mars 2013 risque de marquer un tournant majeur et scandaleux dans la construction de l'Europe. C'est le jour où la Commission européenne, sous l'impulsion du Commissaire Karel de Gucht, a décidé de piétiner l'exception culturelle en adoptant un projet de mandat de négociation qui intègre les services audiovisuels et cinématographiques aux discussions commerciales qui débiteront cet été avec les Etats-Unis. Oubliées les paroles enflammées du Président Barroso qui assurait en 2005 que « dans l'échelle des valeurs, la culture vient devant l'économie » et, il y a peu : « la réponse à la crise, c'est la culture. ». Et quid de ce slogan porté par la Commission : « Europe loves cinema » !



À l'occasion du Festival de Cannes, **des cinéastes de toute l'Europe se mobilisent pour défendre l'exception culturelle** contre l'accord de libre-échange transatlantique. De nombreux grands réalisateurs, emmenés par les frères Dardenne, ont signé une pétition. Intitulée L'exception culturelle n'est pas négociable, les premiers signataires appellent solennellement les chefs d'Etats européens à exclure les services audiovisuels et cinématographiques des négociations entre Europe et États-Unis. Signé dès le 15 mai par une centaine de réalisateurs européens, tels Michael Haneke (auteur de Amour, récemment oscarisé), Michel Hazanavicius (The Artist), Olivier Nakache (Intouchables), Pedro Almodovar, Ken Loach, Mike Leigh et Stephen Frears. Quelques réalisateurs américains, comme David Lynch, conscients des dégâts globaux qu'infligerait la seule loi d'un marché transatlantique « libre et non faussé » sur la production cinématographique, ont également signé.

En bref

Encadrer les fonds d'investissement

Alain BOCQUET, Député du Nord, a déposé une proposition de résolution visant à la création d'une commission d'enquête sur la place et le rôle des fonds d'investissement dans l'économie. Cette commission serait notamment chargée de définir des solutions alternatives contribuant à la maîtrise du capital investissement avec la mise en place d'un pôle financier public, la création d'un observatoire économique indépendant, l'encadrement des pratiques des fonds d'investissement, la définition des moyens d'intervention des salariés et de leurs représentants, la réforme de la fiscalité attachée aux mécanismes des LBO. La proposition est accessible sur <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/propositions/pion0981.pdf>

Aide européenne sous-alimentée

Avec le nouveau budget d'austérité que l'UE tente d'adopter au début de l'été, c'est une aide alimentaire rebaptisée « Fond européen d'aide aux plus démunis » réduit de moitié qui est en débat, alors qu'il doit s'appliquer à plus d'Etats et avec de nouvelles missions. Le Fond bénéficiait auparavant de 500 millions d'euros par an, et c'est sur une enveloppe annuelle réduite à 350 millions que les gouvernements de sont entendus malgré les pressions de la France pour maintenir les financements.

Echanges avec nos amis grecs

André CHASSAIGNE a apporté son soutien à Michèle PARRAVICINI, candidate du Front de Gauche dans la 8ème circonscription des Français de l'étranger, (Chypre, Grèce, Israël, Italie, Malte, San Marin, Turquie, Vatican). L'élection fait suite à l'invalidation de la députée socialiste élue. L'occasion de conforter les actions communes entre parlementaires communistes et progressistes d'Europe. Si le décalage dans le temps de l'adoption des mesures est une réalité, si la gravité des décisions reste encore de niveau variable, la convergence des politiques antisociales n'est plus à démontrer. Tel l'ANI : mesures déjà mises en œuvre pour l'essentiel en Allemagne et qui ne se discutent même plus dans un pays comme la Grèce. Telle la lutte menée par les députés grecs de SYRIZA contre la suppression de 15000 emplois de fonctionnaires, pas sans rappeler l'action que nous conduisons en France, depuis tant d'années, contre la fameuse RGPP et ses dizaines de milliers de suppressions d'emplois.

- 1,5 %

c'est la baisse du pouvoir d'achat en France en 2012. La plus importante depuis 1984

Un voyage avec Royal de Luxe, Mano Negra, Decouflé et Genty « Il était une fois...Cargo 92 ».

Aménagé par la compagnie nantaise Royal de Luxe et imaginé par Jean-Luc Courcoult, la cale d'un vraquier, le Melquiades ville de Nantes fut transformée en rue nantaise (la rue Jules-Verne avec son bistrot Le Central, son tabac-presse) afin d'y recevoir des artistes, des spectacles. Pour la commémoration du 500e anniversaire de la découverte de L'Amérique, le navire avec, à son bord, trois autres compagnies va accoster à Carthagène, Saint-Domingue, Rio de Janeiro, Buenos Aires, au fil de 80 jours de navigation.

Cent vingt artistes participèrent à l'aventure, une centaine de spectacles furent donnés par la compagnie.

Pierre Leenhardt, ancien directeur culturel de la ville de Nantes, retrace cette saga, sans dissimuler les moments conflictuels, les agressions ou les accidents survenus lors de cette épopée vernienne. Découffant !

« il était une fois ...Cargo 92 » par Pierre Leenhardt. Photos de Jordi Bover. Actes Sud . 20 euros.



Culture, idées

6

Lire

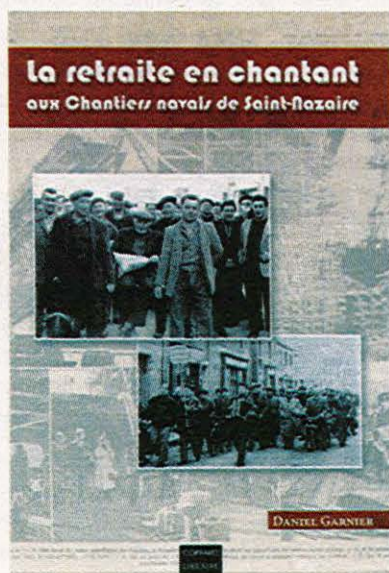
Daniel Garnier vient de publier un livre de souvenirs, dans lequel il évoque les rituels qui accompagnaient les départs en retraite aux chantiers navals de Saint-Nazaire à la fin des années 1950. A l'époque, l'auteur était jeune journaliste affecté à la rédaction de *L'Eclair*.

L'intérêt de l'ouvrage est d'abord ethnologique. On peine aujourd'hui à imaginer quelles festivités accompagnaient les départs en retraite des métallos qui "quittaient les chantiers usés par le travail" et qu'il fallait "littéralement porter, hissés parfois sur une chaise à porteurs". La CGT dénonçait "la retraite des morts" - l'âge moyen des départs est alors de 64 ans. L'auteur décrit les rituels: la collecte pour "mettre à la masse" en vue du cadeau, parfois le retraité "mettant au bout", le défilé sur le terre-plein de Penhoët "en liesse", la fête dans les nombreux bistros "sur un air d'accordéon", agrémentée de l'évocation des souvenirs, des plaisanteries, la polissonnerie, la parodie de remise de médaille... en chocolat, les cadeaux, les chansons sur mesure, et "la belle": L'Internationale. Le livre retrace également l'histoire des accords "pour reconnaître le droit de l'ouvrier à vivre, même quand il n'est plus exploitable" (Michel Verret) depuis celui du 26 avril 1956, qui institua pour les horaires un régime complémentaire et qui fit bouler de neige. Puis ce fut l'échappée belle des 354 premiers pré-retraités de l'histoire sociale du pays le 3 avril 1964: la quille à 62 ans ! Une brèche vers l'abaissement de l'âge de la retraite. Et un peu plus tard en 1967 la grande grève des mensuels, ces soixante-huitièmes.

En même temps c'est toute la saga de la navale qui resurgit, la mutation des métiers et des techniques, l'évolution de la ville. L'ouvrage évoque de nombreuses figures nazairiennes: Jules Busson, Walter Buffoni et bien d'autres (l'index comporte 149 noms) et comprend de précieux documents: photos, textes de chansons etc., témoignages de "ces cathédrales bruyantes qui fabriquent aussi de la fraternité et de la coopération"

Loïc LE GAC

Daniel Garnier La retraite en chantant aux chantiers navals de Saint-Nazaire. Coiffard Libraire Editeur 18 €



La spécificité du 8 mai

Joël Busson, Président du Comité départemental du souvenir des fusillés de Châteaubriant et Nantes et de la résistance en Loire-Inférieure, Louis Tardivel, président de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (ANACR), Jean-Claude Salomon, président de l'Association Républicaine des anciens combattants (ARAC) et Guy Lefloch, Président de l'association départementale inter-nés résistants patriotes (ADIRP) signent un texte commun qui rappelle le sens de la commémoration du 8 mai 1945.

« Le 8 Mai, célèbre la victoire des peuples et des forces alliées sur la barbarie nazie et la capitulation sans conditions des armées fascistes. Il n'est pas inutile de le rappeler aujourd'hui.

Tout d'abord parce que la capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie le 8 mai 1945 a marqué la victoire des valeurs fondamentales de la civilisation dans son sens universel. C'est-à-dire, notamment, celles de la liberté, du respect des droits de l'homme et en particulier de la dignité, ainsi que le respect du droit et de la justice.

Cette victoire qui a conduit à la forte réaffirmation de ces valeurs fondamentales, concrétisées par des traités et des institutions, dont la plupart furent conçus, créés et adoptés à la lumière des tragédies générées par la barbarie nazie :

Mais, au fur et à mesure que le conflit s'éloigne dans le passé, l'accent est

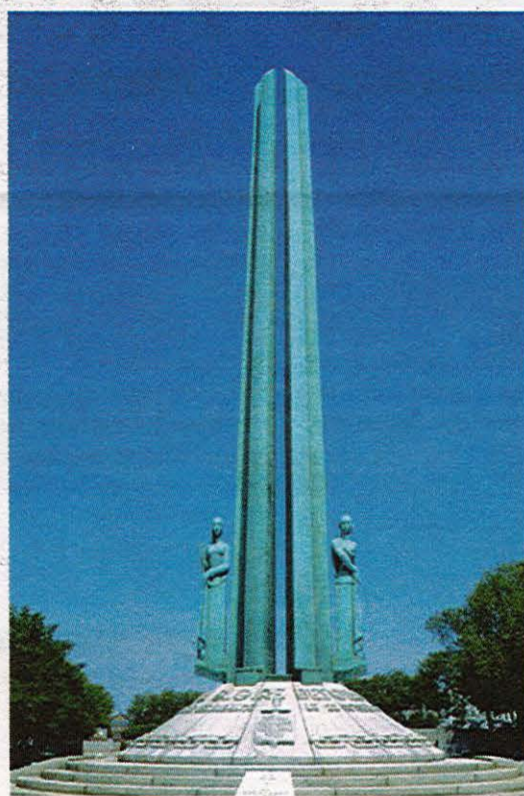


clamé, toute la journée d'hier, le peuple de Paris en célébrant le triomphe militaire des nations unies sur l'hitlérisme

Dans les cortèges innombrables, dans les meetings improvisés, partout s'affirmait LA VOLONTÉ D'ECRASER LES RESIDUS DU FASCISME

D'un bout à l'autre du pays, un cri unanime : Bazaine-Pétain au poteau !

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA REPUBLIQUE !



mis en général sur la commémoration, c'est-à-dire sur les victimes. Ira-t-on jusqu'à ce que le conflit soit complètement absorbé par l'Histoire et ne fasse l'objet que d'évocations occasionnelles, ira-t-on jusqu'à l'effacement de sa signification ?

La contribution de la France à cette victoire a un aspect particulier qui - là encore - souligne la spécificité du 8 mai. En effet, cette contribution a été en grande partie celle de tous ceux qui, refusant d'accepter la défaite de juin 1940,

l'occupation nazie et la collaboration du gouvernement de Vichy, ont été des combattants volontaires, soit dans les Forces françaises libres, soit dans la Résistance intérieure.

Il faut aussi souligner la capacité d'espérance de ces combattants volontaires et leur confiance dans l'avenir alors que tout était sombre autour d'eux. Un espoir, une détermination et une solidarité qui ont abouti à l'accord unanime sur le programme du Conseil national de la Résistance qui a marqué la reconstruction de la France.

Le « 8 mai » célèbre la victoire de tout ce que le régime nazi a nié et a cherché à détruire, les cérémonies officielles l'oublient de plus en plus souvent et sont l'occasion de remises de décorations multiples qui n'ont rien à voir avec l'objet du 8 mai.

Pour les organisations signataires, le 8 mai célèbre la victoire militaire des pays alliés* contre le nazisme et commémore de façon générale les sacrifices et les souffrances de leurs populations, en particulier dans les pays sous occupation nazie, ainsi que celles des résistants dans ces pays. »

*France, USA, Angleterre et Union Soviétique

Atlantide

Baptisé **Atlantide**, du nom de ce continent englouti qui réapparaît de loin en loin dans la littérature, situé par certains au cœur de la Méditerranée, par d'autres dans les mers du Nord ou encore au milieu de l'Océan Atlantique, le nouveau festival des littératures de Nantes aura lieu du vendredi 31 mai au dimanche 2 juin, de 10 h. à 19 h., entre le Lieu Unique et la Cité des Congrès. Réunissant des libraires de Nantes, le réseau de la Bibliothèque Municipale et des éditeurs, ce nouveau salon proposera à la vente et à la consultation un grand nombre de livres autour de la thématique « des mythes dans le présent ».

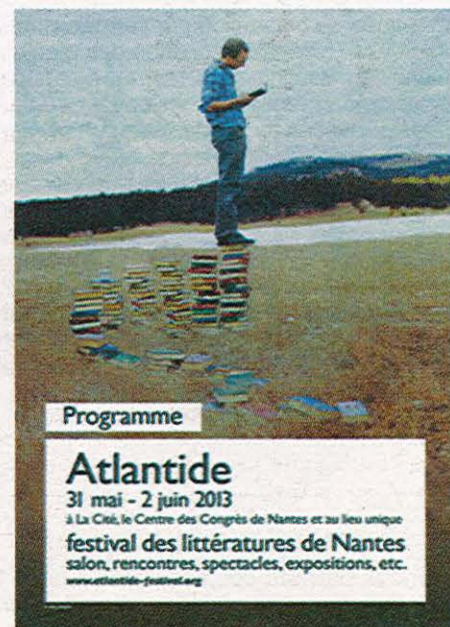
Parrainé par Alberto Manguel, auteur

d'origine argentine dont l'œuvre est un hommage à la lecture et à l'écriture, cet événement sera l'occasion de rencontrer une soixantaine d'auteurs étrangers et français, d'Antonio Lobo Antunes à Laurent Gaudé, de Patrick Deville à Ismail Kadaré...

Pour le jeune public, un grand nombre d'ateliers, de spectacles, de « conférences illustrées », d'expositions diverses est proposé, avec une journée dédiée aux scolaires.

Pierre Daguet

Programme complet sur www.atlantide-festival.org



Programme

Atlantide

31 mai - 2 juin 2013

à La Cité, le Centre des Congrès de Nantes et au lieu unique

festival des littératures de Nantes

salon, rencontres, spectacles, expositions, etc.

www.atlantide-festival.org

Le chiffre

4,6 milliards d'euros. Ministres et élus des départements sont parvenus, le 30 avril, à « un constat partagé », chiffrant à au moins 4,6 milliards d'euros par an le manque à gagner des conseils généraux résultant du désengagement de l'Etat dans le financement des allocations de solidarité versées par ces collectivités.



La phrase

Les maires ruraux dénoncent le « travail de sape » de l'Etat. L'Association des maires ruraux de France (AMRF), présidée par Vanik Berberian s'insurge contre les récentes décisions du Conseil constitutionnel justifiant, au nom de « l'intérêt général », l'intégration forcée de communes dans une intercommunalité.



Au cœur des collectivités

7

Vive la commune !

Par Véronique Mahé - Conseillère Régionale - Conseillère municipale de St Joachim -

Depuis les lois Defferre de 1982, les gouvernements successifs, n'ont eu de cesse de poursuivre la démarche de décentralisation qui s'est traduit par de nombreux transferts de compétences de l'Etat vers les collectivités. Si des avancées ont eu lieu telle la création du statut de la fonction publique, il y a aussi un revers de la médaille avec un manque de lisibilité et surtout une non compensation des compétences transférées. **L'acte 3 de décentralisation était très attendu. Cependant, ce projet, qui aurait pu être synonyme de simplification et de clarification, provoque surtout de la désillusion et est contesté par de nombreuses associations d'élus de sensibilités diverses.**

« RÉFORME DE LA DÉCENTRALISATION ET DE L'ACTION PUBLIQUE » (ACTE III)

**TOUS DEVANT LE SÉNAT
LE 30 MAI**

Annoncée comme l'une des mesures phare du nouveau gouvernement, en rupture avec la politique de Sarkozy, qui avait quand même suscité des velléités fortes dans les rangs de la gauche au moment de la promulgation de la loi du 12 décembre 2010 sur la réforme territoriale, il n'est finalement que le prolongement d'une politique déjà défendue par la droite. Le gouvernement programme une réduction des dotations d'Etat aux collectivités de 4,5 milliards. A cela s'ajoute 2 milliards de charges imposées : prélèvement du taux de TVA, réforme des rythmes scolaires, les collectivités deviennent des variables d'ajustement au nom du remboursement de la dette publique alors qu'elles n'en sont pas responsables ! Au nom de l'efficacité recherchée, il nous est proposé une concentration des pouvoirs entre les mains de quelques élus avec la mise en place d'une quinzaine de métropoles d'ici 2016. Ces « supra-intercommunalités » se verraient confier des com-

pétences communales à caractère stratégique tel l'urbanisme, la maîtrise des sols, l'habitat ou l'urgence sociale. Alors que l'Etat doit être le garant de la solidarité nationale, la loi organisera l'austérité des territoires, leur mise en concurrence et le démantèlement des services publics. **Les élus communistes et républicains refusent ce projet porteur de la casse de la démocratie locale et dont les premières victimes seraient les citoyens les plus fragiles.** Pour autant, nous ne sommes pas partisans du statu quo, nous pensons qu'une nouvelle phase doit s'ouvrir : celle d'une décentralisation démocratique et solidaire. Il est indispensable de refonder l'inter-

communalité qui **doit être envisagée comme un outil de coopération et non comme un outil d'intégration forcée, visant à faire disparaître les communes.**

Celles-ci sont des lieux de démocratie et de proximité que nous devons sauvegarder. L'ANECR avec « l'appel des 200 pour un renouveau démocratique des institutions dans une République unie et solidaire » a largement contribué à alerter des centaines d'élus de toute la gauche. Même si face aux difficultés, le gouvernement a découpé le texte en trois parties et décidé d'organiser trois temps de débats et de décisions, cela ne change en rien le contenu du texte et ses conséquences. C'est pourquoi l'ANECR appelle à une large mobilisation devant le Sénat le 30 mai prochain afin d'exiger un référendum et donner la parole aux citoyens !

Pour un service public de proximité !

Vertou



Depuis quelques années déjà, de nombreux centres et maisons de la Sécurité sociale ont fermé leurs portes. Dans une logique purement comptable nous assistons au recul du Service Public dans bon nombre de communes. A Vertou, Michel Gouty, élu communiste s'était déjà engagé suite aux successives réductions des jours d'ouverture de l'agence CPAM de Vertou en interpellant notamment le Maire pour demander son investissement contre ces réductions de l'offre de service public. L'engagement d'alors de la population témoignait de son attachement à son système de

protection sociale et à ce service public de proximité avec des centaines de signatures d'usagers récoltées à l'époque. Ces diverses réorganisations s'inscrivent dans un plan plus vaste baptisé "CPAM 2011-2013". Dans ce cadre le conseil de la CPAM a décidé la fermeture de 21 agences de la CPAM sur le département, dont celle de Vertou, au 1er septembre 2013. **M. Gouty dans un récent courrier demandait ainsi au maire, de condamner cette fermeture de l'agence de Vertou et d'y opposer son veto.** Enfin, celui-ci réitérait, pour le conseil municipal du mois de mai, sa demande de vœu pour que l'ensemble des élus du conseil municipal condamnent cette fermeture. En tant qu'élus communistes, il précisait également s'associer « à la mobilisation des organisations syndicales et des usagers qui va se développer pour faire échec à ces fermetures. »

Municipales 2014

Le projet d'abord !



La désignation anticipée des têtes de listes PS agite déjà beaucoup d'esprits et cela dans bon nombre de collectivités de notre département, A. Seassau, Conseiller Régional et Secrétaire Départemental du PCF réagissait dernièrement à ces événements.

Pour l'élu « **les municipales ne peuvent se résumer à la tête de liste, ni même aux primaires pour la désigner. Avant de savoir qui sera sur la photo, c'est des projets dont nous devons débattre, des politiques qui permettront de mieux vivre dans nos villes à l'heure où l'austérité fait régresser le niveau de vie. Ce débat doit avoir lieu sur la place publique, avec les hommes et femmes de gauche, qui reconduiront ou non la gauche, en se mobilisant ou non. Sans eux, on va dans le mur.** »

Les élus communistes et républicains de Loire-Atlantique ont entamé pour beaucoup les discussions et les échanges sous des formes diverses avec la population sur la question des bilans, des contenus, des enjeux, et des perspectives de conquête qu'amène le prochain scrutin communal. « La situation a changé. Personne n'a plus autorité sur la gauche. Au parti communiste, nous entendons peser. Cela veut dire davantage de mairies et d'élus. Je pense à des communes de l'agglomération nazairienne, où les jeux ne sont pas faits » déclarait ainsi A. Seassau. Concernant les stratégies pour l'élu il n'y a à ce stade « pas de négociations ». Une manière de réaffirmer une fois de plus que les élus communistes veulent un débat public sur les contenus au-delà des querelles d'ego.

Près de vous

Pour un véritable droit à l'eau et à l'assainissement

Quorum atteint, belle réussite pour l'Initiative Citoyenne Européenne du droit humain à l'eau et à l'assainissement ! Depuis le 2 avril 2012, l'article 11 du traité de Lisbonne permet aux européens de lancer une « initiative citoyenne européenne » (ICE), qui si elle reçoit 1 million de soutiens, provenant d'au moins 7 pays différents de l'Union européenne, peut obliger les institutions de l'UE à discuter d'une proposition de loi.

S'appuyant sur cet article, la fédération Syndicale Européenne des services Publics (FSESP ou EPSU) a initié une ICE sur le droit humain à l'eau et à l'assainissement et a mis en place un site internet dédié afin recueillir des signatures : <http://www.right2water.eu/fr> et dans chacun des pays, les organisations syndicales, affiliées à la FSESP, recueillent des signatures sur des formulaires spécifiques au pays. **En France, FO, la CFDT et la CGT mènent cette campagne et quelques ONG s'y impliquent également. L'initiative « demande que l'eau et l'assainissement soient portés dans la législation européenne comme des services publics essentiels pour tous ».** Il s'agit de faire obstacle à la libéralisation du secteur.

Dimanche 5 mai, l'Initiative Citoyenne Européenne pour le droit humain à l'eau et à l'assainissement a passé un cap en franchissant le cap des 1,5 millions de soutiens et le quorum a été atteint dans 8 pays, ce qui rend aujourd'hui la saisine de la commission européenne sur la demande de la FSESP incontournable. **Pour rejoindre l'initiative <http://www.right2water.eu/fr>**

Le non-cumul des mandats, condition d'un statut de l'élu rénové pour Marylise Lebranchu

Auditionnée le 14 mai par la mission d'information de l'Assemblée nationale sur le statut de l'élu, la ministre de la Décentralisation a défendu la nécessité de mener de front limitation du cumul des mandats et réévaluation du statut des élus.

Il faut « **lier le statut de l'élu au fait que le cumul sera limité** » car « **l'une des raisons du cumul est l'absence de statut de l'élu** ». Marylise Lebranchu ne pouvait être plus claire pour débiter son propos face aux députés de la mission d'information sur le statut de l'élu. « Souvent des élus non indemnisés [...] ont pu cumuler pour faire face à une cotisation de sécurité sociale », déplore la ministre. Et d'ajouter qu'il est ainsi parfois difficile pour ces édiles de « faire face à ces charges ». Conserver le principe de gratuité des fonctions électives. Forte de ce constat, la ministre juge que la proposition de loi des sénateurs Jean-Pierre Sueur et Jacqueline Gourault, adoptée le 29 janvier au Sénat, « est une réponse ». Affaire à suivre ...

Ouvrons-là

Retraites, aussi une affaire de jeunes

Par Gauthier LORTHIOIS



Recul de l'âge minimum de départ ou du taux plein, augmentation de la durée de cotisation, une fois de plus les pistes mises en avant par les médias (et donc destinées à remplir les têtes) pour financer notre système de retraite ignorent la situation sociale des populations et en particulier celle des jeunes.

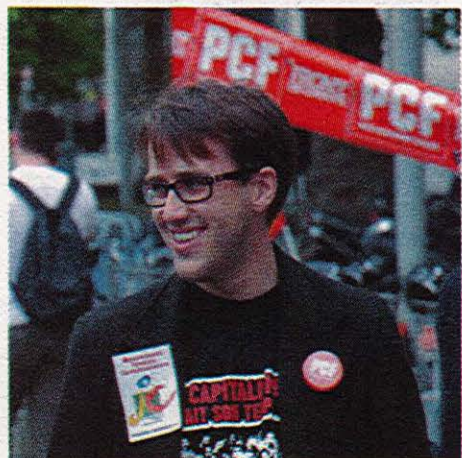
« Comme on vit plus longtemps, il va falloir des durées de cotisation plus longues », la tartre à la crème est lancée par le Président de la République. Les progrès de la médecine, de l'agroalimentaire, l'amélioration des conditions de vie et de travail ont permis à une écrasante majorité d'espérer une vie plus longue... Jusqu'à présent.

Or, la dégradation de la situation économique ainsi que l'approfondissement du libéralisme avec ses logiques de précarisation des conditions de vie et l'approfondissement des inégalités qui en résultent ont déjà montré leurs effets en Russie (de 1992 à 2005 : -5 ans d'espérance de vie pour les hommes) et aux USA (entre 1990 et 2008 - 3 ans pour les hommes les moins éduqués).

Pauvreté, précarité et difficultés d'accès aux soins sont des maux qui touchent particulièrement la jeunesse. Avec 26% de chômage dans cette catégorie et un premier emploi stable qui arrive à 27 ans (en 2011) il y a bien lieu de s'interroger sur le financement de la retraite par répartition.

Des choix sont à faire pour garantir aux jeunes d'aujourd'hui le droit de vieillir en bonne santé et l'emploi stable, correctement rémunéré ainsi que la sécurisation des parcours professionnels doivent être mis sur la table.

Il ne fait pas de doutes que la jeunesse saura se mobiliser, s'il le faut, comme elle l'a démontré lors des manifestations de 2010.



L'Huma café

La tentation était grande d'intituler cette rencontre débat : « Y a-t-il une vie **avant** la mort ? », tant le sujet hante à la fois les consciences individuelles, les comportements sociaux, les pratiques économiques comme les options politiques et/ou philosophiques collectives. La question était aussi de savoir sous quel angle légitime aborder le problème sans privilégier telle ou telle option, ni en négliger aucune : de l'anthropologie des civilisations anciennes à la recherche médicale la plus avancée, de l'influence des religions à la négation de leurs préceptes.

Quoi qu'il en soit, pour continuer sur notre interrogation « Quelle humanité voulons-nous être ? », l'Huma-café® ne pouvait se désintéresser d'un aspect aussi prégnant de notre existence, et vous invite donc à venir en débattre le :

VENDREDI 24 Mai à 18H
au Salon de Musique du LIEU UNIQUE

1 rue de la Biscuiterie
LA FIN DE VIE EN QUESTION(S)
Avec le **Docteur Isabelle LORAND**,
et le **Philosophe Jacques RICOT**,

Docteur en Médecine, spécialiste en Chirurgie Viscérale et Digestive, Isabelle Lorand est membre de la Direction Nationale du PCF, où elle a été longtemps en charge du secteur Libertés et Droits de la Personne.

Agrégé, docteur en philosophie, et ancien professeur au Lycée Clémenceau de Nantes, Jacques Ricot a également été chargé de cours de bioéthique au département de philosophie de l'Université de Nantes.

L'écho des sections

Comme chaque 8 mai, les communistes de La Baule, en présence de Guy Texier et de camarades de la Presqu'île guérandaise, se sont rassemblés devant le 12 de l'avenue de la Pierre Percée à La Baule pour honorer la mémoire de Jean de Neyman qui résida à cette adresse, une plaque apposée sur la villa en faisant foi. Gérard Denoyelle a rendu hommage à ce grand résistant communiste, qui fut fusillé à l'âge de trente ans par les nazis au château d'Heinlex à Saint-Nazaire, le 2 septembre 1944 : « Né le 2 avril 1914, Jean est issu d'une famille polonaise. Elève brillant en mathématiques et physiques, il l'est aussi en langues étrangères, parlant couramment l'anglais et l'allemand, ce qui lui servira pour ses actions d'éclat dans la résistance. Il rentre en 1934 à la faculté de Strasbourg et s'inscrit dans le même temps au PCF. Militant actif, il apporte des colis aux antifascistes emprisonnés en Allemagne. Nommé professeur à Saint-Etienne, il est chassé de l'enseignement public en 1940 car fils de juif polonais. Il s'exile à La Baule et devient professeur au cours privé Le Cid. Alors que la dictature semble s'imposer partout en Europe, il côtoie les FTP et lie des relations solidaires avec le groupe PCF de La Baule au lieu dit « Kercoco ». Il devient un animateur de la résistance active dans la région. Début juin 1944 il entre dans la clandestinité et constitue une équipe très active. Deux soldats allemands déserteurs rejoignent le groupe début août mais ils sont surpris par une patrouille allemande le 17 août. L'un d'eux est capturé et Jean est arrêté en essayant de le secourir. Au camp Franco à Gron où ils sont transférés, le déserteur allemand dénonce le groupe mais Jean de Neyman persuade ses juges qu'il est le seul coupable. Condamné à mort le 25 août 1944 il fait, comme il le dit lui-même, « volontairement et en connaissance de cause le sacrifice de sa vie à sa patrie et à ses amis ». Son courage et son sens de l'honneur ont impressionné les allemands eux-mêmes. A titre posthume, un décret du 26 avril 1956 attribue à Jean de Neyman la médaille de la Résistance. Jean de Neyman a donné sa vie pour construire un monde de justice, de liberté et de paix ;

Le 21ème siècle risque d'être terrible si on ne prend pas la mesure du défi et si on ne contribue pas d'urgence à la résolution des problèmes du monde actuel : pauvreté, santé, emploi, éducation, alimentation, culture, écologie, paix... Il revient à toutes celles et tous ceux qui comme nous portent, aujourd'hui, l'idée de résistance au cœur, d'ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire de notre pays. Il nous revient de faire passer la flamme de l'indignation de génération en génération. De redire combien il faut parfois s'indigner et désobéir. De réapprendre aux jeunes, qui se sentent très concernés, qui raisonnent, qui interrogent, les leçons des années noires. De démontrer, une fois encore, que refuser, s'opposer, résister, construire un autre monde ne sont pas des gros mots. De réfléchir à ce que peut signifier l'engagement. De reconstruire des droits. De reconstruire l'espoir ». Cet hommage s'est conclu par le dépôt d'une gerbe dans le jardin de la villa, sur un carré de gravier blanc représentant une Colombe de la Paix.

Rassemblement pacifiste

Dimanche 9 juin, à l'Île Longue

Dans la matinée du 5 mai 2013, un missile M51 explosait en plein vol au large de Penmarc'h ; voilà qui rappelle l'existence d'un arsenal nucléaire en perpétuel développement. Il faut en effet savoir que 60 de ces missiles sont programmés depuis 2007 jusqu'en 2016 afin d'équiper les quatre Sous-marins Nucléaires Lanceurs d'Engins Nouvelle Génération (SNLE-NG), à raison de 15 par sous-marins.

Tandis que le plus récent SNLE, le **Terrible**, a été équipé directement de missile M51, les plus anciens, le **Triomphant** (1997), le **Téméraire** (1999) et le **Vigilant** (2004) déjà équipés chacun de 16 missiles M45 doivent être modifiés pour accueillir 15 missiles M51.

Depuis cet essai raté à partir du Vigilant en rade d'Audierne, on sait que le M51 est un précieux engin de hauteur 12 m, de masse 54 tonnes et de coût 120 millions ; ainsi, un seul missile équivaut à 120 appareils IRM, toujours en nombre insuffisant dans nos hôpitaux.

On pourrait aligner pays et chiffres pour rendre compte de l'investissement industriel et essayer d'estimer le coût démentiel de la force nucléaire française. Alors, pourquoi la question du désarmement mobilise si peu ? On nous dira que des sujets plus importants accaparent les médias et donc l'opinion publique : emploi, retraite, déficit budgétaire, sécurité, corruption...

Or s'engager sur la voie du désarmement nucléaire, c'est précisément participer, à plus ou moins longue échéance, au règlement de ces questions vitales, dans la mesure où les milliards du nucléaire militaire seraient progressivement reconvertis en œuvre de vie sans que notre sécurité soit compromise.

Comment arrêter cette course infernale ?

Avec le Mouvement de la Paix, Pax Christi, le Mouvement pour une Alternative Non violente, l'Université Européenne pour la Paix, le NPA, le Front de Gauche, EE les Verts, la CGT, la FSU...venez dire :

**NON A LA FORCE STRATÉGIQUE NUCLÉAIRE
SOUS-MARINE ET AÉRIENNE**

Alors rendez-vous le dimanche 9 juin à l'Île Longue (29)

Covoiturage à partir de Saint-Nazaire. Rendez-vous sur le parking du théâtre à 7h45, avec ou sans voiture.

Départ impératif à 8h.

- Inscription au stand du Mouvement de la Paix à la Fête des Nouvelles les 18 et 19 mai
- Inscription par téléphone : 02 40 53 57 25
- Inscription par email : pascaltual@sfr.fr

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N° 0315 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Publihebdo Locminé

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Pedro MAIA

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE

Mireille PERNOT

Robin SALECROIX

André MAURICE



L'agenda

Mercredi 22 mai : Assemblée citoyenne sur les services publics à 20H30, centre socio culturel Camille Claudel aux Sorinières.

Judi 23 mai : Réunion du comité local de la section du Pays de Retz.

Mardi 28 mai : Réunion du Conseil départemental à 18H30 au siège de la fédération.

Lundi 3 juin : Réunion publique sur le thème du logement organisé par la section de Nantes à 19H00 à la maison des habitants de Bellevue.

Dernière Minute.

C'est avec beaucoup de peine que nous avons appris le décès d'Henri GOIC Enseignant en lycée technique, syndicaliste, Henri a été de nombreuses années le secrétaire de la cellule LE PAIH. Les communistes de Nantes, la fédération, les nouvelles ont adressé leurs sincères condoléances à la famille de notre camarade.